SESSION DU CONSEIL GÉNÉRAL

Première décision modificative - Juin 2008

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

Présentée par Bertrand AUBAN, Pierre IZARD, et les membres du Groupe Socialiste.

LES AGENTS DU MINISTÈRE DES FINANCES DOIVENT ÊTRE RESPECTÉS ET ENTENDUS

Le gouvernement persiste à supprimer ou fermer des postes de fonctionnaires dans une perspective comptable à courte vue ne tenant pas compte des besoins du service public.

Les agents des Impôts et du Trésor sont engagés dans un mouvement social, qui en Haute-Garonne s'est fortement exprimé. Plusieurs élus de l'Assemblée Départementale ont pu déplorer publiquement l'excès de brutalité avec lequel ce mouvement a été abordé, des forces de Police intervenant au sein de la Cité Administrative à Toulouse.

Les agents des Impôts et du Trésor public, regroupés dans une nouvelle Direction générale des finances publiques s'opposent au projet de loi sur la mobilité dans la fonction publique qui s'accompagne de dizaines de milliers de suppressions d'emploi sur toute la France. Dans le même temps la fusion des services Impôts / Trésor s'accompagnerait de la fermetures de nombreuses perceptions et la poursuite de la concentration de services au détriment de la proximité.

Le Conseil général considère que ces suppressions d'emploi et ces fermetures ne sont pas justifiées au regard de la croissance de la population, du nombre d'entreprises, et de la technicité des missions des Impôts et du Trésor, en direction des particuliers et des collectivités locales.

Le mouvement dénonce, à juste titre, le processus de fermeture des perceptions, qui porte atteinte à l'égalité d'accès au service public sur le territoire. De nombreux vœux ont été adoptés par l'Assemblée Départementale de Haute-Garonne, en référence à des situations locales.

Les agents demandent la défense des principes républicains qui se concrétisent dans le maintien du statut de la Fonction Publique, des mesures mettant un terme à la régression de leur pouvoir d'achat, l'arrêt des suppressions d'emploi et le maintien du réseau de trésoreries de proximité notamment en Haute-Garonne.

L'Assemblée départementale soutient ces revendications et soutient leur expression. Elle demande le respect du droit de grève, du droit de manifester, et au gouvernement d'ouvrir des négociations avec les représentants des agents publics concernés.